Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération

Marcel Fournier

Volume 36, numéro 1, juin 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304029ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304029ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fournier, M. (1982). Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(1), 3–29.
<https://doi.org/10.7202/304029ar>

ÉDOUARD MONTPETIT ET L'UNIVERSITÉ MODERNE, OU L'ÉCHEC D'UNE GÉNÉRATION

MARCEL FOURNIER
*Département de sociologie
Université de Montréal*

Au moment où, à la suite de nombreuses tergiversations¹, la succursale à Montréal de l'Université Laval acquiert son indépendance institutionnelle et que l'on se prépare à organiser de nouvelles facultés (philosophie, sciences, sciences sociales, lettres, etc.), l'enseignement des sciences et aussi des sciences sociales et humaines occupe, dans les institutions universitaires francophones, une position marginale. Il y a ici et là quelques initiatives, des créations de chaires d'enseignement scientifique par exemple mais, dans leur ensemble, ces institutions francophones apparaissent nettement en retard en comparaison des institutions de langue anglaise, en particulier de l'Université McGill, qui est alors la principale université canadienne dont le rayonnement s'étend à l'ensemble du Commonwealth. Sur la base d'une analyse des effectifs étudiants, il ne fait aucun doute qu'au début du siècle, l'Université Laval consacre la plus grande partie de ses énergies à la formation de médecins, d'avocats et de prêtres: en 1911, la proportion des étudiants de chacune de ces disciplines est respectivement de 33,0 de 14,5 et de 25,3%². Durant la première décennie du XXe siècle, des efforts notables ont été déployés pour développer les sciences naturelles et les sciences appliquées: entre 1901 et 1911, le pourcentage d'étudiants en sciences (polytechnique, agriculture, arpentage, foresterie) est passé de 1,4% à 18,7%. Mais loin de se rétrécir, l'écart entre l'Université Laval (y incluant sa succursale à Montréal) et l'Université McGill s'accroît: durant la même période, le pourcentage d'étudiants inscrits en sciences dans cette institution passe de 22,8 à 38,8%.

¹ Voir André Lavallée, *Québec contre Montréal, La querelle universitaire 1876-1891* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974), 259 p.

² Yves Lamarche, «Position sociale des intellectuels et nationalisme: le cas de l'Action française», in C. Panaccio, *La philosophie au Québec* (Montréal, Bellarmin, 1976), 165.

Une première réforme du système d'enseignement supérieur

Déjà, depuis quelque temps, on s'inquiétait de cette situation dans les milieux francophones. Quelques intellectuels avaient engagé le procès du collège classique. Pour sa part, le gouvernement provincial (libéral), qui est alors dirigé par Lomer Gouin, entreprend de combler les carences manifestes du système d'enseignement québécois et de l'ajuster aux nouveaux besoins de l'économie: l'une de ses réalisations les plus audacieuses, et aussi celle qui suscite les réactions négatives des milieux conservateurs et cléricaux, est la création en 1907 de l'École des Hautes études commerciales. L'on favorise aussi financièrement la mise sur pied à Québec de deux écoles, l'une d'arpentage (1907) et l'autre de foresterie (1910), qui sont toutes deux rattachées à l'Université Laval. Et, quelques années plus tard (1922), sont ajoutées au réseau des grandes institutions deux Écoles de beaux-arts, celle de Montréal et celle de Québec: ces écoles ont au début un caractère pratique et apparaissent comme des écoles d'arts appliqués dont l'objectif est de préparer les jeunes à des débouchés, tels l'architecture, l'art publicitaire et le professorat en dessin. Enfin, au niveau de l'enseignement secondaire et dans le but de «procurer à nos manufacturiers des producteurs instruits, des chefs d'atelier émérites, des contremaîtres expérimentés et des ouvriers d'élite», le gouvernement du Québec décide, en 1907, la création des écoles techniques de Montréal et de Québec. Celles-ci reçoivent quelques années plus tard (1911) leurs premières cohortes d'élèves dans des locaux modernes et bien équipés³. Cette initiative est prise au moment même où le gouvernement fédéral se préoccupe de l'enseignement professionnel et met sur pied une commission royale d'enquête sur l'enseignement industriel et technique, présidée par J.W. Robertson, principal du MacDonald College (McGill University). On démontre clairement l'absence d'une main-d'oeuvre qualifiée au Québec et on analyse les conséquences: nécessité d'engager une main-d'oeuvre étrangère, faible productivité des ouvriers, perte de matériaux, nécessité d'une surveillance, etc. Par la suite, sont ouvertes dans les principaux centres industriels du Québec (Shawinigan, Trois-Rivières, Hull, etc.) de nouvelles écoles techniques et aussi quelques écoles spécialisées (école de papeterie, école des textiles, etc.). Se constitue ainsi, au cours des années 1920, et 1930, un véritable réseau d'enseignement technique: organisation d'une Direction générale de l'enseignement technique, création en 1926 de la revue industrielle *Technique*, etc. Au début des années 1920, le même gouvernement contribue aussi au développement de

³ Marcel Fournier, *Entre l'école et l'usine* (Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1980), 21-26.

l'École polytechnique en augmentant son pouvoir d'emprunt et il adopte de plus une loi en vue d'aider financièrement la création de cours commerciaux.

Ces diverses interventions gouvernementales constituent en quelque sorte une véritable réforme scolaire qui, réalisée pièce par pièce, vise une plus grande francisation de divers secteurs de la vie sociale et économique du Québec.

Dans cette province de Québec et dans tout le Canada, notre pays, le plus beau et le plus riche du monde, nous voulons, écrira A. Frigon, ingénieur et directeur de l'enseignement technique, voir nos compatriotes devenir propriétaires de nos ressources naturelles et les maîtres de nos propres industries. Pour nous établir dans ces positions et nous y maintenir, il nous faut lutter fermement sur deux terrains principaux, celui de la finance et celui de la compétence technique.⁴

Le même discours est aussi tenu par d'autres intellectuels francophones qui, associés au gouvernement libéral de L. Gouin, tentent de diffuser le «culte de la compétence» et de lier le «destin du Canada français» au développement du système d'éducation. C'est le cas, en particulier, d'Athanase David, de Victor Doré et d'Édouard Montpetit, qui apparaissent comme «les trois hommes de leur génération» et dont le mot d'ordre est, selon l'expression de ce dernier, «Rien n'est possible sans l'école. Avec l'école tout est possible.»⁵ Dans une certaine mesure, il s'agit, sans remettre officiellement en question le contrôle de l'enseignement secondaire et supérieur par le clergé et les communautés religieuses, ni contester ouvertement l'orientation des collèges classiques, de développer un réseau parallèle «d'enseignement professionnel» dans le but, selon les termes d'un manifeste électoral de 1923, de «fournir à notre province une élite intellectuelle et aux fils d'agriculteurs, comme aux fils d'ouvriers, d'industriels ou de commerçants, les mêmes avantages de s'instruire».

Dans cette perspective, trois secteurs nouveaux de l'enseignement supérieur sont privilégiés: les sciences commerciales, les sciences pures (et les sciences appliquées) et enfin les sciences sociales⁷. Formation technique et scientifique, initiation au monde des

⁴ A. Frigon, «À nos lecteurs», *Technique*, 4, 1 (janvier 1929): 1.

⁵ Dès 1917, Montpetit écrivait: «La question nationale est d'abord une question économique (...) et c'est l'instruction qui nous assurera la conquête économique» (É. Montpetit, «Notre avenir», *La Revue trimestrielle canadienne* (février 1917): 315).

⁶ B.L. Vigod, «Qu'on ne craigne pas l'encombrement des compétences»: le gouvernement Taschereau et l'éducation, 1920-1929», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28, 2 (septembre 1974): 224.

⁷ Voir P. Dandurand et M. Fournier, «Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec», *Sociologie et sociétés*, XII, 2 (avril 1980): 104-105.

affaires et, finalement, renouvellement et élargissement du «personnel politique» (hauts fonctionnaires, diplomates, etc.), autant de tâches qui, toutes visent à assurer la «conquête économique» et à permettre aux Canadiens français «d'accéder aux postes qu'ils n'avaient pas su atteindre». Cette inquiétude que l'on manifeste à l'égard du «devenir du Canada français» n'était pas totalement indépendante de l'«encombrement» que connaissent les professions libérales et elle conduit, au début des années 1920, à la renaissance du mouvement nationaliste.

Lors de la création des H.E.C., un appel particulier est lancé aux jeunes professionnels qui connaissent de «profondes déceptions» et qui doivent «végéter» dans la bureaucratie: on les invite à «se tourner vers les carrières commerciales vraiment rémunératrices, au lieu d'aller se joindre à ceux, déjà trop nombreux, qui encombrent actuellement toutes les carrières dites libérales»⁸. L'enseignement commercial apparaît alors d'autant plus important que l'instruction est perçue comme le meilleur moyen d'assurer la «conquête économique».

Comme nous avons formé des médecins, des ingénieurs, des avocats, des notaires, nous formerons [précise E. Montpetit] des industriels, des commerçants, des financiers, des ouvriers d'art et de métier. Nous constituerons ainsi une élite du travail, qui sera, aussi bien, une élite de la pensée; et nous lui confierons notre avenir.⁹

Les espoirs sont grands, mais «malheureusement», il ne semble pas que l'on comprenne rapidement «l'importance primordiale de la fonction qu'elle (École des H.E.C.) remplit»¹⁰: d'abord critiquée en raison de son indépendance ou de sa «neutralité» par le parti conservateur, les éditorialistes de journaux francophones (v.g. *L'Action catholique*) et les responsables d'institutions d'enseignement, cette nouvelle École ne connaît, pendant les dix premières années, qu'un développement lent: le nombre d'étudiants inscrits se situe autour de la quarantaine; quant aux diplômés, ils ne dépassent pas annuellement la dizaine (neuf en 1912-1913, cinq en 1916-1917).

Le projet d'une École des sciences sociales peut apparaître, sous certains aspects, relié à cet échec de l'École des hautes études commerciales, tout se passant comme si, pour assurer la «survie de la nation», l'on délaissait le terrain de l'économie pour privilégier celui du politique. Il faut préciser que dès 1917, Édouard Montpe-

⁸ *Annuaire de l'École des Hautes études commerciales (1920-1921)*: 6.

⁹ Édouard Montpetit, «Notre avenir», *Revue trimestrielle canadienne* (février 1917): 319.

¹⁰ *Ibid.*: 317.

tit propose une École des sciences politiques, dont l'autonomie à l'égard de l'École des H.E.C. ne serait que partielle¹¹. Pour sa part, l'École des H.E.C. a élargi elle-même quelque peu ses objectifs en offrant son enseignement «aux jeunes gens qui se destinent à la fonction publique». «Le licencié de l'École est qualifié, précise A.-J. de Bray, directeur de l'institution, pour occuper un bon nombre de situations dans le Service Civil.»¹² A ce moment, ceux-là même qui, au Québec, s'intéressent aux sciences sociales ou plus généralement à la «question sociale» enseignent à l'École des H.E.C. ou participent à ses activités, par exemple à la *Revue économique canadienne* que l'École publie entre 1911 et 1916 et qui aborde des thèmes aussi divers que «le commerce, la marine, la législation, la sociologie, l'enseignement, les transports, les statistiques, la colonisation et les sciences». L'importance de l'École des H.E.C. dans le développement des sciences sociales au Québec est alors considérable. D'ailleurs, lorsqu'en 1920 l'École des sciences sociales, économiques et politiques est mise sur pied, plusieurs des professeurs qui y enseignent ou y enseigneront donnent déjà des cours aux étudiants des H.E.C.; tel est le cas d'Édouard Montpetit, de Victor Doré, de Jean Désy ou de Léon-Mercier Gouin et, un peu plus tard, celui d'Esdras Minville, de François Vézina et de Victor Barbeau.

La nouvelle École des sciences sociales s'inscrit dans le prolongement des activités de l'École des H.E.C. et maintient des liens très étroits avec ces dernières: pendant plusieurs années, le doyen de la Faculté des sciences sociales sera aussi directeur de l'École des H.E.C. Cette initiative participe aussi de la volonté, chez des hommes politiques, des hommes d'affaires et des intellectuels, d'élargir les préoccupations intellectuelles et d'ouvrir de nouvelles carrières. De cet élargissement et de cette ouverture, trois professeurs constituent, dans le milieu universitaire montréalais, le symbole et le modèle: Édouard Montpetit, le Frère Marie-Victorin et l'abbé Lionel Groulx. Au moment du dévoilement du monument érigé à la mémoire de Montpetit, Claude Ryan écrira dans *Le Devoir*

¹¹ «Il suffirait pour cela, précisait-il, de modifier un peu l'enseignement de notre École des Hautes Études Commerciales». (E. Montpetit, «Notre avenir», *op. cit.*, 319).

¹² A.-J. de Bray, «Les H.E.C. et le Service civil», la *Revue économique canadienne*, III (1913-1914): 3. Licencié en sciences commerciales et docteur en sciences politiques, A.-J. de Bray, qui est d'origine belge, manifeste beaucoup d'intérêt pour les sciences sociales et principalement pour les statistiques. Dans la *Revue économique canadienne*, celui-ci consacre trois articles à la statistique: il tente de montrer l'importance de la statistique, en particulier pour l'homme d'État et le législateur, car elle est «nécessaire pour la connaissance des faits sociaux» (A.-J. de Bray, «L'enseignement de la statistique», la *Revue économique canadienne* (1911-1912): 228). Lui-même titulaire de la chaire de Statistiques de l'École et membre de l'Institut international des statistiques, de Bray se sert abondamment de la statistique dans ses articles et aussi dans son ouvrage, *Essor commercial et industriel au Canada*, publié chez Beauchemin en 1914.

qu'«avec Groulx et Marie-Victorin, celui-ci fut l'une des trois grandes figures intellectuelles de sa génération»¹³.

Le projet d'une université moderne sur la Montagne

Plus que les autres, Montpetit apparaît étroitement associé à la mise sur pied de l'université moderne. Pendant de nombreuses années, il sera le secrétaire général de l'Université de Montréal. Formé en droit, ce fils d'intellectuel¹⁴ qui délaisse la carrière juridique pour se donner une formation en sciences sociales à l'École des sciences politiques de Paris, participe en effet à la mise sur pied de l'École des hautes études commerciales, contribue au développement de l'École polytechnique à titre de secrétaire de la *Revue trimestrielle canadienne*¹⁵, et assume la tâche de directeur-fondateur

¹³ Claude Ryan, «Hommage mérité à Edouard Montpetit», *Le Devoir*, 14 novembre 1967, 4.

¹⁴ Le père d'Edouard Montpetit, André-Napoléon (1840-1898), s'est orienté, après ses études classiques au Collège de Saint-Hyacinthe, vers le droit, mais peu intéressé par la pratique du droit, ce fils de cultivateur se tourne vers le journalisme: il sera secrétaire (1865-1868) du *Journal de l'Instruction publique* que fonde P.-O. Chauveau et, à partir de 1870, rédacteur du premier journal littéraire illustré du Québec, *L'Opinion publique*. Identifié selon l'expression d'alors comme «homme de lettres», — il est un poète fort apprécié — A.-N. Montpetit rédige une série de plusieurs «livres de lecture» pour les élèves des écoles publiques et aussi quelques manuels scolaires (l'un sur la géographie et l'autre sur les méthodes de lecture et de prononciation). Il consacrera aussi deux ouvrages à *Nos hommes forts* et un autre à la pisciculture, *Les poissons d'eau douce au Canada*. Son intérêt pour les sciences naturelles l'amènera enfin à tenir une courte chronique scientifique dans le journal *Le Soir*. Son épouse, née Adèle Labelle, est la fille du professeur J.-B. Labelle; elle est la soeur de Ludger Labelle, avocat, échevin de la ville de Montréal et candidat contre G.-E. Cartier, et d'Elzéar Labelle, avocat et poète. En 1876, André-Napoléon Montpetit publiera, avec préface et biographie, l'œuvre posthume de son beau-frère, *Mes Rimes* (P.G. Delisle, Imprimeur, 151 p.). Le couple Montpetit aura une nombreuse progéniture, mais seul sept — quatre garçons et trois filles — parviendront à l'âge adulte. Tous les garçons poursuivront, à la suite d'études classiques, des études supérieures: Ludger-André en médecine et en génie, Elzéar en médecine, Victor en arpentage et Edouard en droit. Quant aux filles, l'une épousera un géologue, une autre un avocat. Edouard Montpetit est le dernier enfant de cette famille, il naît à Montmagny en 1881, mais, peu de temps après, toute la famille s'installe à Montréal sur la rue Saint-Laurent, entre les rues Lagauchetière et Craig (Source: R. Joubert, *Edouard Montpetit* (Montréal, Éditions Elysée, 1975), 449 p.; E. Montpetit, *Souvenirs*, Vers la vie (Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944), 213 p.).

¹⁵ La *Revue trimestrielle canadienne*, dont le premier numéro paraît en 1915, est l'initiative de la Corporation de l'École polytechnique et de l'Association des anciens élèves de cette école. S'adressant à la fois aux ingénieurs et à un public plus large, cette revue, qui se veut théorique et pratique, entend se préoccuper d'abord des sciences polytechniques et des sciences économiques, mais elle espère aussi, par la publication de textes sur l'histoire, la géographie, la législation, etc., «faciliter l'intelligence des grands problèmes actuels» (La Rédaction «Avertissement», la *Revue trimestrielle canadienne*, 1 (mai 1915): 1). Le caractère pluridisciplinaire de la revue se manifestera dans la diversité des thèmes abordés et aussi des collaborateurs eux-mêmes. Entre 1915 et 1921, la section la plus importante en nombre d'articles n'est pas celle de «L'art de l'ingénieur» (18,5%) ni celle de «Finance-Industrie» (19,3%) ni celle de «Science-Mathématiques» (15,2%) mais celle d'«Économie sociale et politique» (24,5%). De plus, parmi les collaborateurs, moins de 40% sont diplômés ou professeurs de l'École Polytechnique: l'on retrouve des licenciés en droit (17,5%), des diplômés en sciences sociales (12,1%) et des diplômés de l'École des Hautes études commerciales (9,8%). Pendant les premières années de la revue, la collaboration d'Edouard Montpetit est très active: il est l'auteur de seize articles, c'est-à-dire de la plupart des articles écrits par des spécialistes en sciences sociales.

de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université de Montréal. De plus, en raison même des multiples responsabilités qu'il assume, il se voit confier la tâche de «délégué universitaire» et, dans le cadre de colloques, il visite diverses universités, tant aux États-Unis qu'en Europe: il est, en 1918, délégué de la Province de Québec au cinquantenaire de l'Université de Berkeley, en 1921, membre de la délégation qui se rend à Rome pour faire valoir les revendications de l'Université de Montréal, en 1921, délégué de l'Université de Montréal au congrès des universités de l'Empire qui se tient à Oxford, etc. Porte-parole des milieux universitaires québécois francophones, Édouard Montpetit s'identifie étroitement au renouveau de l'institution universitaire et c'est dans les termes suivants qu'il résume les «motifs» ou préoccupations de ses collègues:

Donner à la population des centres d'instruction adaptés au progrès; prendre place dans l'ensemble de l'avance candienne et américaine vers la formation professionnelle; prévoir et prévenir les réactions sociales d'un monde transformé par le productivisme et voué à la noble inquiétude du lendemain, manifestée dans la lettre et l'esprit des Encycliques; connaître nos traditions, les fonder sur le passé et les accomplir au présent, en dégager la richesse, en nourrir la fierté, pour assurer, dans les bornes de l'empire dessiné par nos découvreurs, le paisible rayonnement de l'esprit français.¹⁶

Dans la conjoncture économique et sociale du début des années 1920, l'organisation de l'Université de Montréal apparaît comme une réponse, d'une part à la marginalisation de la moyenne bourgeoisie francophone et, d'autre part, à la prolétarianisation croissante de larges couches de la population. Les premiers responsables font en effet référence tantôt à «notre infériorité dans le domaine de l'enseignement supérieur», en particulier à la concurrence très forte qu'exercent, en médecine et en sciences, les institutions anglo-canadiennes (Université McGill) et américaines, tantôt à la menace d'une «explosion locale d'anarchie» et d'une révolution socialiste¹⁷. Cette ambition qui est alors, pour reprendre une expression de l'abbé Philippe Perrier, de «créer un centre de haut savoir chrétien au milieu d'une société avide de science»¹⁸, se concrétise dans l'organisation, à côté des facultés dites «professionnelles», de facultés ou écoles de philosophie, de sciences et de sciences sociales. Elle se reflète aussi dans la devise même de la nouvelle ins-

¹⁶ Édouard Montpetit, *Souvenirs, Aller et Retour* (Montréal, Thérien Frères Limitée, 1955), 14.

¹⁷ Mgr Georges Gauthier, *La Mission de l'Université* (Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1920), 23.

¹⁸ Abbé Philippe Perrier, «Allocution» in *La Mission de l'Université*, op. cit., 29.

titution, «Fide Splendet et Scientia». L'Université de Montréal, que les hautes autorités ecclésiastiques auraient bien aimé appeler «l'Université catholique de Montréal» pour la distinguer nettement de l'Université McGill, se présente alors comme un «foyer de lumières» et un «entrepôt de sciences»: son objet est de «fournir un enseignement supérieur dans ses facultés et ses écoles professionnelles», mais «conformément aux principes catholiques»¹⁹. Par cette double orientation, l'Université de Montréal exprime, sous un mode apparemment non-conflictuel, les différences idéologiques qui divisent les fractions de la classe dominante francophone. Plus précisément, cette institution participe à la fois de l'idéologie clerico-nationaliste et de l'idéologie libérale²⁰. Catholique par sa charte, l'Université de Montréal le sera aussi par la présence de membres du clergé à des postes de haute administration: les postes de chancelier, de recteur et de vice-recteur sont en effet assumés respectivement par Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, par Mgr Georges Gauthier et par le chanoine Émile Chartier, aumônier général. De plus, la direction générale de l'institution est coiffée d'un conseil de vigilance qui, composé d'évêques de la province ecclésiastique de Montréal, a pour tâche de «veiller à l'intégrité de la doctrine et à la pureté de la morale». Enfin, la direction de plusieurs nouvelles facultés non-professionnelles sera confiée à des membres du clergé ou de communautés religieuses: le P. L.-S. Morin, c.s.v., doyen de la Faculté des sciences, le chanoine E. Chartier, doyen de la Faculté des lettres, le P. C. Forest, o.p., doyen de la Faculté de philosophie.

Mais il y a aussi, dans les instances administratives de l'Université, des laïcs qui occupent des positions élevées dans les milieux politique et financier: parmi les officiers généraux, l'on retrouve au poste de président, sir Lomer Gouin, premier ministre de la province de Québec et, au poste de président de la commission d'administration, l'honorable F.-L. Béique, sénateur, président de la Banque canadienne nationale et membre du conseil d'administration du chemin de fer du Canadien Pacifique. Au Sénat académique, siègent aussi six représentants choisis par la Commission d'administration en dehors du personnel universitaire: l'honorable J. M. Wilson, lord T. Shaughnessy, L.G. Beaubien, l'honorable J.L. Perron, Z. Hébert et sir L.-O. Taillon. Les liens de l'Université de Montréal avec les milieux politique (libéral) et financier montréalais se maintiendront avec la nomination, en remplacement de sir Lomer Gouin à la présidence du Conseil de l'Univer-

¹⁹ *Annuaire général 1920-21* (Université de Montréal, Montréal): 36.

²⁰ À ce sujet, voir R. Durocher, P.-A. Linteau et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1929* (Montréal, Boréal Express, 1979).

sité, de l'honorable Raoul Dandurand: ce sénateur, fils d'un marchand montréalais et époux de la fille d'un ancien premier ministre du Québec, F.-G. Marchand, est président de la Banque d'Épargne et membre du conseil d'administration du Montreal Trust, de la Sun Life Assurance et de la Dominion Steel Company. Dans les écoles affiliées à l'Université, la situation n'est pas très différente: l'un des membres très actifs de la Corporation de l'École polytechnique depuis 1910, Arthur Surveyer, est non seulement fondateur-directeur d'un important bureau d'ingénieurs-conseils mais aussi administrateur de plusieurs entreprises industrielles et financières (Shawinigan Water and Power Co., Holland Canada Hypothek Bank, Chromium Mining Smelting Corporation, Crédit foncier franco-canadien).

La nomination d'Édouard Montpetit au poste de secrétaire général est d'autant plus compréhensible que cet intellectuel est déjà en relation avec divers milieux universitaires (professeur à la Faculté de Droit et aux H.E.C., secrétaire de rédaction de la revue des diplômés de l'École polytechnique, la *Revue trimestrielle canadienne*), et aussi avec divers milieux politiques (relations d'amitié avec L. Gouin et A. David) et nationalistes (collaboration à la revue *L'Action française*) et que, tenant de l'idéologie libérale (celle du progrès, du développement industriel, etc.), il s'inspire aussi de la doctrine sociale de l'Église. Plus que tout autre universitaire, Montpetit sera étroitement associé aux efforts de sa génération pour assurer la «conquête économique». Il apparaît au carrefour des diverses forces qui sont à l'origine même du projet d'une nouvelle université francophone à Montréal et qui, à divers moments, se mobiliseront pour assurer son développement.

Le premier temps où ces forces s'expriment est la campagne de souscription de 1920, au moment même de la création de l'Université de Montréal: avec le slogan «Noblesse oblige», cette campagne, présidée par le général A.-E. Labelle, recueille plus de quatre millions²¹. Parmi les principales catégories de souscripteurs²², on retrouve d'abord les gouvernements (province de Québec, \$ 1 000 000; province de l'Ontario, \$ 20 000; municipalités, \$ 12 500), ensuite les entreprises industrielles (\$ 477 700) et financières (\$ 100 000) le plus souvent francophones, et enfin le clergé (\$ 332 700). La mobilisation du clergé apparaît particulièrement

²¹ La somme officiellement recueillie est de \$4 092 812. Mais il semble bien que la somme effectivement reçue par l'Université est moindre: \$2 993 491 (Commission d'étude du problème universitaire, *Deuxième rapport*, 21 mars 1938.)

²² Source: Université de Montréal, *Campagne de 1920*, Liste des souscripteurs qui ont payé \$500 et plus, 15 p. Dans cette liste, n'est pas incluse la Ville de Montréal, qui donne à la nouvelle université les terrains situés sur le flanc du Mont-Royal, à proximité d'Outremont.

large: les principales sommes sont certes fournies par le Séminaire Saint-Sulpice (\$ 185 000) et par les hautes autorités ecclésiastiques (Mgr Bruchési, \$ 30 000; Mgr Gauthier, \$ 25 000), mais elle implique les diverses communautés religieuses, les fabriques et aussi un grand nombre de curés et d'abbés. Enfin, des hommes politiques, des hommes d'affaires et des membres des professions libérales fournissent aussi, à titre personnel, des sommes souvent très élevées (Voir annexe 3).

En dépit de cette souscription, la situation financière de l'Université de Montréal, dont le principal revenu provient alors des inscriptions étudiantes²³, demeurera fragile et, à partir de 1925-1926, celle-ci déclarera des déficits. De plus, les faiblesses de l'institution apparaissent nombreuses: d'abord au plan de l'espace et ensuite au plan de l'enseignement («absence de professorat de carrière, absence de travaux de recherche, insuffisance de l'équipement, absence de facultés entières, de chaires fondamentales et de cours importants»²⁴). Tout au cours des années 1920, l'une des premières préoccupations des responsables de l'Université de Montréal sera de pallier à cette situation et de conférer à l'institution le statut de «grande université», d'«université moderne»: cette volonté se manifestera par l'organisation de diverses délégations à l'étranger et par l'élaboration du projet d'une nouvelle construction sur le Mont-Royal.

L'une de ces délégations financées par la Fondation Rockefeller permettra à Mgr Piette, au Dr Léo Parizeau et Dr G. Baril de visiter diverses institutions universitaires américaines: l'objectif sera explicitement d'étudier «l'organisation administrative d'une université moderne» et en particulier «l'organisation moderne d'une École de Médecine»²⁵. Le Recteur lui-même, Mgr Piette, qui se distingue par son goût et son aptitude pour la construction, ses connaissances des systèmes de chauffage et des installations électriques, etc., est fasciné par le monde de la technique et de la mécanique. «Il y a en lui, précisera Mgr Chartier, un véritable scientifique.»²⁶ Le «modernisme», auquel l'on s'identifie alors, se reflétera non seulement dans l'organisation de laboratoires et d'amphithéâtres mais aussi dans l'architecture même de l'édifice confiée à

²³ Selon le Rapport *Thorkelson* (22 août 1922, 22 p.), les sommes de revenus en 1920-1921 sont les suivantes: 25% des revenus d'investissement, 21% des subsides et dons (dont 45%, i.e. \$25 000 de la Rockefeller Foundation), 47% des étudiants, 1% des écoles affiliées et 6% des Rentes et Propriétés.

²⁴ Commission d'étude du problème universitaire (1937), *Deuxième rapport*, op. cit., 17.

²⁵ Dr G. Baril, *Historique de la préparation du plan* (Montréal, Université de Montréal, 1937).

²⁶ Mgr Émile Chartier, *Trente années de vie universitaire, 1914-1944* (Sherbrooke, 1956).

Ernest Cormier; la réalisation de l'Université de la Montagne, dont les premières ailes doivent contenir les Facultés de médecine et de sciences, et dont la tour centrale doit être coiffée d'un observatoire astronomique, apparaîtra comme «une des plus belles expressions du *Modern Style*». Lorsqu'au milieu des années 1930, la construction de cet édifice sera interrompue — évaluée d'abord à six millions, sa réalisation complète exige alors plus de treize millions — le débat au sujet de l'«université nouvelle» est relancé: faisant allusion à «notre infériorité dans le domaine de l'enseignement supérieur» et aux nouvelles exigences des corps professionnels, par exemple en médecine, qui souffrent de la concurrence des institutions canadiennes-anglaises et américaines, l'on reconnaît que «l'abandon (de la construction) serait pour nous tous une sorte de défaite». «Il est impérieux, précise-t-on alors, d'offrir à la jeunesse une institution vouée au progrès de tout un peuple et qui donnerait un élan nouveau à l'élite de notre province.»²⁷

Il n'est certes pas faux d'affirmer que jusqu'au sortir de la seconde guerre mondiale, l'enseignement supérieur québécois francophone

ne participe guère à la formation et à la préparation des principales couches sociales économiques dirigeantes contrôlant les procès d'accumulation du capital et qu'il est surtout articulé aux fonctions et aux positions sociales, aux intérêts tant symboliques que matériels des fractions à vocation politique et idéologique, de la classe dominante; au plan idéologique, cette orientation se traduit par la valorisation de la grande culture humaniste classique et des traditions religieuses et conduit à mettre l'institution au service de la défense des valeurs fondamentales de la civilisation, de la langue française et de la foi catholique.²⁸

Toutefois, le projet d'une «nouvelle université», d'une «université moderne» à Montréal, s'inscrit dans un mouvement de réforme de l'enseignement supérieur que supportent à la fois politiciens, hommes d'affaires ou industriels, et intellectuels progressistes.

L'impact de ce mouvement est largement limité en raison d'une part de la faiblesse de la bourgeoisie francophone, principalement pendant la période de la crise économique, et, d'autre part, de l'emprise que le clergé et les communautés religieuses exercent sur l'ensemble du réseau scolaire de niveau secondaire et universitaire.

²⁷ *Commission d'étude des problèmes universitaires* (1937), 2e rapport, 21 mars 1938, 8.

²⁸ Louis Maheu, «L'université québécoise francophone et le changement social: un essai de sociologie comparative», à paraître in *Sociologie du travail*, 30.

La formation d'une nouvelle élite: l'École des sciences sociales

En raison de son itinéraire social (protégé de sir Lomer Gouin et du sénateur Dandurand, etc.), des diverses positions qu'il occupe et des multiples relations qu'il entretient, Édouard Montpetit se trouve au centre de ce mouvement. Amené à remplir la fonction d'«intermédiaire privilégié» entre les milieux intellectuel, financier, politique et religieux, il peut difficilement ne pas adopter, comme d'autres intellectuels de sa génération (Jean Bruchési, etc.), une stratégie de la conciliation et de la modération, celle du diplomate: nationaliste et défenseur de la langue, de la culture et de la foi des Canadiens français, il n'est pas chauvin et demeure fervent fédéraliste; francophile, il n'en méprise pas pour autant d'entrer en contact avec des universitaires canadiens-anglais, américains ou anglais; amené à participer à la vie politique de son pays et à intervenir dans différents débats, il parvient à éviter la «politicaillerie»²⁹.

Ce souci de la modération, cette recherche du «juste milieu» s'exprimera bien dans l'un des derniers ouvrages que publie Édouard Montpetit, *Propos sur la Montagne* (Montréal, Éditions de l'Arbre, 1946, 177 p.): celui-ci y parle du respect des deux cultures, des deux civilisations qui composent le Canada; même s'il souligne l'importance de l'élite, il ne remet pas en question le caractère démocratique de nos sociétés; enfin, il reconnaît le déterminisme de l'économie mais il met en garde contre «l'étreinte de la quantité qui risque de mettre en péril la qualité». La question que Montpetit se pose, à la suite de l'économiste français Romier est: «Entre le génie latin et le monde moderne qui sera le maître?» Sa réponse réside dans une défense des «valeurs profondes» d'ordre intellectuel et moral: «Civiliser, c'est, conclut-il, incarner le spirituel dans le monde». Sur le plan intellectuel et moral, Montpetit s'inspire de toute évidence du christianisme et de la doctrine sociale de l'Église — il cite les encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* — mais, au plan proprement religieux, cet intellectuel, qui est pendant plusieurs années membre du comité de la Commission des écoles catholiques de Montréal, est très discret: «Si la pensée de Montpetit a été chrétienne, il a été, note André Laurendeau, catholique sans ostentation, sans étroitesse, sans défaillance.»³⁰ Celui-ci participe régulièrement aux Semaines sociales du Canada, dont il accepte, en 1925, la présidence d'honneur; il publie aussi dès 1921 un long texte «Programme d'action sociale» à l'École

²⁹ L'on comprend dès lors le jugement sévère que le chanoine Lionel Groulx manifeste à son endroit: il apparaît comme celui qui manque de «caractère et de décision», qui «se donne, mais en se donnant avec mesure» et qui «parle fort de temps à autre, mais toutes portes bien closes» (L. Groulx, *Mémoires*, tome 2 (Montréal, Fides, 1972): 178).

³⁰ André Laurendeau, *Le Devoir*, 1er octobre 1952.

sociale populaire. Environ 7% des articles qu'il publie entre 1920 et 1950 paraissent dans des revues d'action catholique ou des revues contrôlées par des communautés religieuses.

L'analyse des nombreuses publications d'Edouard Montpetit permet de constater la diversité des publics auxquels il s'adresse: il est tantôt devant des membres du clergé et de mouvements d'action catholique, tantôt devant les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, tantôt devant les membres de la Chambre de commerce. Certains de ses articles — qui ont souvent la forme de conférences — portent sur des thèmes spécialisés (exportations canadiennes, monnaie, etc.), mais, le plus souvent, il s'agit de thèmes d'intérêt général suscités par les activités intellectuelles et universitaires dans lesquelles Montpetit est impliqué (défense de l'économie politique, présentation des sciences sociales, réflexion sur l'enseignement universitaire, etc.). D'ailleurs, celui-ci dissémine la plus grande partie de ses textes (49,2%) dans des revues universitaires, en particulier dans des revues publiées ou reliées à l'Université de Montréal (*Revue économique canadienne*, *Revue trimestrielle canadienne*, *Annuaire de l'Université de Montréal*, etc.). Dans une large mesure, ces textes sont des écrits de «représentation», c'est-à-dire des écrits de circonstance reliés à la tâche de représentation que remplit Edouard Montpetit à titre de secrétaire général de l'Université de Montréal et qui le met en relation avec divers milieux et groupes sociaux. Plusieurs des ouvrages que celui-ci publie ont aussi ce caractère: discours qu'il a prononcés ou récits de voyage³¹. Et lorsque ses ouvrages portent sur un thème spécialisé d'économie politique (*Sous le signe de l'Or*, Montréal, Ed. A. Lévesque, 1932, 325 p.; *Les cordons de la bourse*, Montréal, Ed. A. Lévesque, 1935, 336 p.), ce sont, rédigées dans une «langue simple, claire et imagée»³², les transcriptions des enseignements qu'il donne à l'École des H.E.C. ou à l'École des sciences sociales, économiques et politiques. À plus d'un égard, Montpetit peut apparaître comme une sorte de «vulgarisateur», mais, en raison de la faible autonomie des milieux universitaires et scientifiques, ce qualificatif n'a alors guère de signification. Son oeuvre, qui conserve toujours une dimension proprement littéraire, est en fait celle d'un «pionnier-fondateur» ou, plus précisément, celle d'un pédagogue qui doit consacrer une part importante de ses énergies à convaincre ses concitoyens de l'intérêt de nouvelles dis-

³¹ *Au service de la tradition française* (Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1920), 249 p.; *D'Azur à trois lys d'or* (Montréal, Éditions L'Action canadienne-française, 1937), 147 p.; *Le front contre la vitre* (Montréal, Éditions A. Lévesque, 1936), 379 p.; *Souvenirs*, I (Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944), 213 p.

³² Selon l'expression de R. Joubert, *Ed. Montpetit, op. cit.*, 161.

ciplines intellectuelles et à les sensibiliser aux nouvelles réalités économiques et sociales.

Dans l'organisation de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, Édouard Montpetit respecte les volontés des autorités universitaires qui, considérant l'École comme un «prolongement de nos Semaines sociales»³³, espèrent donner à son enseignement une orientation manifestement «thomiste, pontificale et nationale»³⁴. Lorsqu'il accepte de prendre la direction de la nouvelle École, il analyse d'abord le programme de trois institutions: le London School of Economics, le Graduate School of Business Administration de Harvard et l'École des sciences politiques de Paris. Mais il considère rapidement ces trois grands modèles comme «inattégnables» et prend la décision de fonder, «plus modestement» précise-t-il, une «école canadienne qui se rapproche plutôt des écoles similaires organisées dans les universités catholiques de France»³⁵. Néanmoins Montpetit reconnaîtra, une quinzaine d'années plus tard, que son institution est «la fille bien jeune, bien hésitante, bien pauvre aussi de l'École des sciences politiques de Paris».

Elle n'a rien, précise-t-il alors, de commun avec l'École de la rue Guillaume sinon la pensée qui l'anime (...) et l'activité de certains de ses fondateurs ou de ses professeurs, anciens élèves de l'institution française.³⁶

À l'exemple d'Émile Boutmy, Montpetit réunit autour de lui des «spécialistes» dont quelques-uns ont étudié à Paris, et des «hommes qui ont simplement tenu une fonction sociale et réfléchi sur leurs responsabilités». Parmi le premier corps professoral de l'École, l'on retrouve deux licenciés en droit qui ont poursuivi des études supérieures de sciences sociales en Europe: l'un, Léon-Mercier Gouin (histoire des doctrines économiques), qui est le fils du premier ministre du Québec et qui sera nommé sénateur, est

³³ Mgr Gauthier, «Une année de vie universitaire», *Annuaire général de l'Université de Montréal, 1921-1922*: 221.

³⁴ Mgr Gauthier, «Discours du Recteur», *Annuaire de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, 1935-1936* (Université de Montréal): 46.

³⁵ Édouard Montpetit, «L'enseignement supérieur est-il américanisé?», *Revue trimestrielle canadienne*, 19 (septembre 1940): 242.

³⁶ Édouard Montpetit, «Quinzième anniversaire de l'École», *Annuaire de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, 1935-1936* (Université de Montréal): 39. Au sujet de l'École des sciences politiques de Paris et de son directeur, E. Boutmy, voir, Pierre Favre, «Les sciences d'État entre déterminisme et libéralisme; E. Boutmy et la création de l'École libre des sciences politiques», *Revue française de sociologie*, XXII-3 (juillet-septembre 1981): 429-465. Lorsque Montpetit étudie à Paris, E. Boutmy a cédé la direction de l'École à M. Leroy-Beaulieu, spécialiste d'histoire financière. Montpetit s'inspire largement de l'orientation qui caractérise l'institution: confiance dans les capacités de la science, nécessité d'entreprendre une action politique par le biais de la formation «d'une élite qui, de proche en proche, donnera le ton à toute la nation», etc.

aussi professeur à l'École des hautes études commerciales; l'autre, Jean Désy (science politique), poursuivra, après quelques années d'enseignement à la Faculté de droit et aux H.E.C., une brillante carrière diplomatique. Les trois autres professeurs détiennent déjà à l'extérieur du milieu universitaire des responsabilités professionnelles en fonction desquelles ils orientent leur enseignement: l'abbé Léonidas Perrin, p.s.s., docteur en théologie, en philosophie et en droit canonique et curé de Notre-Dame de Montréal, enseigne la philosophie sociale; Arthur Surveyer, ingénieur-conseil formé en Belgique et aux États-Unis et administrateur (cf. *supra*), est responsable du cours d'organisation industrielle; le Docteur J.-A. Beaudouin, assistant-secrétaire du Conseil provincial d'hygiène, initie les élèves à l'hygiène générale.

À cette première équipe, viendront se joindre dès les années suivantes: Émile Miller (géographie humaine), Guy Vanier (finances privées; économie sociale), Victor Doré (pratique financière), Georges Pelletier (journalisme), J.-Noël Fauteux (journalisme), les PP. Forest et Lamarche, o.p. (philosophie sociale), Jean Bruchési (science politique), Yves Tessier-Lavigne (géographie), Arthur Saint-Pierre (oeuvres sociales), etc. Les itinéraires et les positions sociales de ces membres du corps professoral sont souvent semblables à ceux de la toute première équipe³⁷.

Même si le contrôle de l'École échappe au clergé, l'influence de l'Église s'exerce par la participation du recteur au Conseil de l'École, par la présence d'ecclésiastiques au sein du corps professoral et enfin par l'intermédiaire d'intellectuels laïcs, par exemple Arthur Saint-Pierre, «sociologue catholique», secrétaire de l'École sociale populaire et auteur d'ouvrages de «littérature sociale» largement inspirée de la doctrine sociale de l'Église³⁸. Mais, dans son

³⁷ Victor Doré, né en 1880, est le fils d'un principal d'école. Lui-même instituteur, il s'intéresse à l'organisation industrielle et à la comptabilité — comptable licencié, il est administrateur de la Société nationale de fiducie — pour ensuite entreprendre une carrière dans l'administration scolaire (contrôleur des finances de la Commission des écoles catholiques de Montréal en 1918, président de cette Commission et directeur général des écoles de la ville de Montréal en 1928 et surintendant de l'instruction publique de la province de Québec en 1939). Lié au mouvement nationaliste, Victor Doré sera secrétaire général et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Jean Bruchési, né en 1901, est le fils d'un avocat montréalais et neveu de Mgr Bruchési. Formé en droit, en lettres à la Sorbonne et aussi en sciences politiques à l'École des Sciences politiques de Paris (1924-1927), celui-ci enseigne à son retour au Québec, d'abord à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal (cours d'histoire générale) et ensuite à l'École des sciences sociales (cours de politique commerciale et extérieure). Il exercera aussi des activités dans le journalisme — au journal *Le Canada* (1928-1931) et à la *Revue moderne* (1930-1936) — avant d'accéder en mai 1937 au poste de sous-secrétaire de la province de Québec.

³⁸ Dans l'introduction de son premier ouvrage *Questions et oeuvres sociales de chez nous* (École sociale populaire, Montréal, 1914), 250 p., Arthur Saint-Pierre présente une citation du Comte de Mun qu'il fait sienne: «Point n'est besoin de dire du nouveau. Il faut répéter très souvent les choses vraies»: 1) la malfaisance de l'esprit révolutionnaire, 2) les bienfaits de l'association, surtout professionnelle et 3) la doctrine catholique, comme «règle nécessaire de toute activité sociale, individuelle ou collective».

ensemble, la nouvelle École n'est pas seulement une école de «doctrine» qui, pendant la période agitée des années 1920 et 1930, entend «diminuer les chances de réussite du socialisme révolutionnaire ou du communisme»³⁹ et contribuer à la «restauration de l'ordre social». Cette institution s'adresse aussi à ceux qui veulent «occuper de hautes fonctions administratives» ou qui «choisissent la carrière du journalisme»⁴⁰. L'objectif est, en diffusant une culture générale (en sciences sociales et humaines) et en répandant le culte de la compétence, de «constituer une élite capable de secondar les clercs et d'élever les nôtres aux charges qu'ils n'avaient pas su atteindre»⁴¹.

À cet égard, la création de l'École des sciences sociales s'inscrit dans le projet d'une université nouvelle, dans «l'aventure d'une restauration par l'école», selon l'expression de E. Montpetit, et elle répond aux inquiétudes des milieux francophones face à la saturation du marché des professions libérales, à son «encom-

³⁹ Selon l'expression d'un professeur de l'École, Jean Bruchési, «La jeunesse et la vie universitaire», in A. Lévesque, Ed., *La voix d'une génération* (Éditions Albert Lévesque, Montréal, 1935), 109.

⁴⁰ *Annuaire de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, 1920-1921*, (Université de Montréal): 2. Au moment de l'ouverture de l'École des sciences sociales, économiques et politiques le programme scolaire comprend «une première année de culture générale et deux années d'études spécialisées». Ces études spécialisées correspondent aux diverses sections qu'organise alors l'École et qui sont au nombre de trois: a) *la section sociale*, qui offre à ceux qui veulent observer la réalité sociale ou se spécialiser dans les œuvres sociales, un enseignement sur les rapports entre le capital et le travail, le rôle de l'État, les institutions sociales, etc...; b) *la section économique et politique* qui s'adresse à ceux qui s'orientent vers une action publique et entendent devenir législateur ou fonctionnaire, fournit une initiation à l'histoire de la politique et à l'évolution économique et sociale des sociétés contemporaines; c) *la section journalisme*, qui, ouverte aux futurs journalistes, se donne comme tâche d'étudier, outre les questions d'intérêt général, l'organisation d'un journal, sa rédaction, sa composition, etc... (*Annuaire de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, 1920-1921* (Université de Montréal): 3).

Seul l'enseignement en journalisme, qui est donné par des journalistes de métier, a un caractère quelque peu spécialisé. Les deux autres sections ne se différencient guère l'une de l'autre. Cette situation ne se modifie pas lorsqu'en 1928, le Conseil de l'École décide de créer une section politique. D'ailleurs, deux ans plus tard, ces trois sections sont fusionnées pour ne former qu'une seule, la Section sociale, économique et politique. Et lorsqu'il est question, à la fin des années 1930, de réorganiser cette section et de lui donner une orientation plus spécialisée, le Conseil de l'École refuse, préférant que l'École demeure une école de culture générale, préoccupée avant tout de former une élite non-spécialisée (procès-verbal de la réunion du 4 décembre 1937). Néanmoins, l'École des sciences sociales est, en 1940, l'objet d'une importante réorganisation qui conduit à la mise sur pied de cinq sections: politiques et finances publiques, administration et finances privées, journalisme, histoire et sociologie et préparation aux carrières d'administration publique. Peu après cette réorganisation, l'École acquiert le statut de Faculté (1943), mais ne modifie pas, même si elle hausse les normes d'admission — le diplôme exigé à l'inscription comme étudiant régulier devient celui de la douzième année de l'enseignement primaire supérieur — son programme d'enseignement: celui-ci n'offre qu'une «spécialisation fort modérée et n'enferme pas les diplômés dans un horizon trop limité» (E. Montpetit, «L'École des sciences sociales de Montréal», *Relations* 1, 4 (avril 1941): 100).

⁴¹ Selon l'expression de Jean Désy, professeur de l'École («Hommage à E. Montpetit», *Les sentiers de la culture* (Montréal, Fides, 1954), 12).

brement». Dans un article consacré aux «devoirs actuels des classes professionnelles», Antonio Perrault, avocat et professeur à la Faculté de droit, invite ses collègues, surtout les jeunes, à «orienter leur surcroît d'activités vers la culture et l'action sociale» et à constituer aussi une «classe lettrée» préoccupée des questions sociales⁴². Il semble bien que durant les premières années un tel appel ait été entendu puisque sur cent vingt premiers diplômés (sur trois cent trente-six) dont on connaît l'occupation, l'on retrouve «trente-trois avocats, deux notaires, cinq médecins, six infirmières, soixante-huit instituteurs et institutrices»⁴³. Certes, plusieurs n'utilisent que partiellement la «culture générale appliquée à la nation» qu'ils ont acquise et ne connaissent pas de véritable bifurcation de carrière, mais parmi les diplômés, principalement ceux qui étaient membres des professions libérales, un certain nombre accède à la «chose publique»: un devient ministre, deux diplomates, onze fonctionnaires et vingt journalistes. L'Université remplit ainsi, selon le désir même de Montpetit, sa «mission» nouvelle qui est de «préparer des chefs de file qui dirigeront les mouvements sociaux ou politiques» et de «livrer au pays les compétences dont il a besoin»⁴⁴.

J'estime, [écrit-il en 1921] qu'il est excellent que l'Université ait une action indirecte sur la politique et une forte emprise sur l'esprit public. D'abord parce qu'il n'est pas mauvais que les dirigeants aient une culture universitaire; ensuite parce qu'il est essentiel qu'une opinion s'élabore et s'exprime en dehors des Chambres. La solution des problèmes actuels est de plus en plus à ce prix. De là viendra, en définitive, le salut.⁴⁵

L'École des sciences sociales se trouve, tout comme son directeur d'ailleurs, en relation étroite avec différents milieux ou groupes sociaux, dont les demandes sont diverses et parfois contradictoires: non seulement l'Église ou le milieu clérical (les Jésuites de l'École sociale populaire, etc.) et le milieu politique (parti libéral) mais aussi les groupements nationalistes (Société Saint-Jean-Baptiste) et le «monde des affaires» (Chambre de commerce, etc.). Pour sa part, Édouard Montpetit acceptera lui-même des responsabilités que lui confiera le gouvernement provincial: direction d'une émission radiophonique, «L'heure provinciale», que finance

⁴² A. Perrault, «Les professions libérales», *L'Action française*, IV, 3 (mars 1920): 97.

⁴³ *Annuaire de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, 1935-1936* (Université de Montréal): 4.

⁴⁴ Édouard Montpetit, «Les Universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales», *Revue trimestrielle canadienne* (décembre 1921): 399.

⁴⁵ *Ibid.*

le Ministère des terres et forêts (1929-1937), présidence de la Commission des assurances sociales pour le Québec (1930-1932), présidence du Comité sur la révision de la taxation provinciale (1937-1940), etc. Sa liaison avec des membres du parti libéral est telle qu'il se laisse tenter un moment par l'«aventure politique»: en 1931, celui-ci présente, à la demande de son ami Athanase David, sa candidature, mais la retire immédiatement⁴⁶. Quant à l'École des sciences sociales, elle se voit contrainte, pour assurer son financement, de répondre à diverses demandes, et d'offrir des cours d'hygiène sociale à des groupes d'infirmières et de religieuses et des cours d'économie politique et de droit commercial aux membres de l'Association des femmes d'affaires. Elle doit aussi accepter le rattachement d'une École de tourisme qu'avait fondée la Société Saint-Jean-Baptiste. Enfin, les pressions des milieux financiers et industriels, en particulier de l'Association professionnelle des industriels, suscitent la mise sur pied au milieu des années 1940, d'une section de Relations industrielles, qui, sous la direction du R.P. Émile Bouvier, s.j., offrira un enseignement régulier de jour à «ceux qui veulent collaborer à la solution des problèmes qui naissent des conflits entre le travail et le capital». En tant que professeur à l'École des hautes études commerciales et secrétaire général de l'Université, Édouard Montpetit a toujours maintenu des contacts avec les milieux industriels et financiers francophones de Montréal. Ceux-ci lui rendront d'ailleurs hommage à la toute fin de sa carrière en participant à la mise sur pied d'une Fondation Edouard-Montpetit (1945) et en organisant un banquet «comme témoignage de gratitude pour l'oeuvre de précurseur qu'il a accomplie dans le domaine économique».

Toutefois, la réussite de l'École — tout comme celle de l'Université — n'est que partielle. En 1935, son directeur espère toujours que «le pays utilisera les compétences que celle-ci a formées» et, rappelant «le projet des fondateurs que les circonstances n'ont pas permis de réaliser», il dévoile les problèmes financiers de l'École:

L'École, qui compte plus de deux cents élèves, dispose du même budget qu'on lui a distillé il y a quinze ans! Le même exactement: quelque cinq ou six mille dollars. Elle donne ses cours dans des salles de fortune, pourchassées ici et là au gré des besoins des autres. Elle n'a pas d'immeuble, il va sans

⁴⁶ Le désistement d'Édouard Montpetit n'est pas indépendant des critiques dont sa décision est l'objet de la part de différents éditorialistes montréalais. Quelques années plus tard (1934), divers groupes exerceront des pressions auprès de Montpetit qui semble jouir d'une «honorable popularité dans toutes les sphères de la société montréalaise» pour qu'il présente sa candidature à la mairie de Montréal.

dire: possède-t-elle même un gîte? Quel dévouement de la part de ceux qui s'acharnent au succès de cette institution!⁴⁷

Durant les vingt premières années la situation financière de l'Université elle-même demeure toujours précaire: les déficits annuels deviennent de plus en plus élevés, passant entre 1930 et 1940 de \$71 064.02 à \$182 365.52. Pendant les années difficiles de la crise, les professeurs acceptent eux-mêmes une diminution de salaire de 10% afin d'assurer la survie de l'institution. Pour assurer son fonctionnement, l'École des sciences sociales ne peut pas pour sa part compter sur les frais de scolarité — revenus de \$12 600 en 1930-1931 — et elle doit développer diverses initiatives qui donnent à cette École l'allure beaucoup plus d'un service d'éducation permanente que d'une Faculté universitaire: celle-ci «accueille toutes les intelligences» et jusqu'au début des années 1940 «n'exige d'autres titres que l'amour du travail et la résolution affirmée d'assurer sa propre formation»⁴⁸.

Il ne faut pas s'étonner que, lors de son enquête en 1947 sur l'Université de Montréal, M. Conroe porte un regard très sévère sur l'École des sciences sociales: absence de prérequis à l'admission et variation des exigences d'une section à l'autre, absence de professeurs à temps plein et faible charge d'enseignement, etc.⁴⁹ Quant au nombre d'étudiants, il s'accroît régulièrement — 93 en 1920, 218 en 1930 et 370 en 1940 — mais ce nombre comprend à la fois les étudiants réguliers et les étudiants libres. Si l'on prend en considération l'augmentation du nombre des diplômés, le développement de l'École des sciences sociales apparaît très lent: au cours des dix premières années, ce nombre est inférieur à vingt et représente moins de 10% du total des étudiants inscrits; à partir du début des années 1930, le nombre de diplômés (ou licenciés) s'accroît quelque peu, mais plafonne rapidement.

Plus que tout autre, Montpetit sera affecté par cet échec relatif; à la fin des années 1930, il manifestera en effet un sentiment de «fatigue et d'échec» ne rêvant plus que d'une nomination au Sénat canadien. «Si après avoir franchi le cap de la cinquantaine, il a, dans un moment de lassitude, précise R. Joubert, lancé ce cri de détresse, *«Je sais que je suis de la génération des morts»*, c'est qu'à cette époque, il sentait déjà que ses convictions personnelles, devant un monde en évolution, n'étaient plus en concordance avec le développement du temps et qu'il était temps de se retirer.»⁵⁰

⁴⁷ Edouard Montpetit, «Quinzième anniversaire de l'École», *op. cit.*, 42.

⁴⁸ *Annuaire de l'École des Sciences sociales, économiques et politiques, 1930-1931* (Université de Montréal): 5.

⁴⁹ *Rapport Canroe* (Université de Montréal, Montréal), Annexe, 15 p.

⁵⁰ R. Joubert, *Edouard Montpetit, op. cit.*, 107.

Pressé par ses amis, Montpetit se met à la rédaction de ses *Souvenirs* — le premier tome paraît aux Éditions de l'Arbre en 1944 — et il accepte, en 1941, au moment où le parti libéral dirigé par A. Godbout revient au pouvoir, la direction de l'Enseignement technique. Mais physiquement plus fragile — opérations chirurgicales en 1936 et 1943 — il diminue son rythme de travail et délaisse graduellement ses diverses activités administratives.

*

* *

Au moment où, à la fin de la Seconde guerre mondiale, Édouard Montpetit s'apprête à quitter la scène publique et abandonne ses diverses activités administratives, l'Université de Montréal est toujours dans une situation financière difficile⁵¹, mais elle connaît déjà un plus grand dynamisme: l'inauguration en 1943 des nouveaux immeubles symbolise ce «second souffle» pendant lequel le milieu universitaire entend bien, selon l'expression de Montpetit lui-même, «rayonner»⁵². Entre 1925 et 1945, l'Université de Montréal croît à un rythme qui, même s'il demeure lent, apparaît significatif: entre 1936 et 1945, on y décerne près de 4 000 diplômes de premier et deuxième cycles, c'est-à-dire un nombre inférieur à celui de l'Université McGill (4 852) mais supérieur à celui de l'Université Laval; même dans les secteurs reliés aux sciences (sciences et ressources naturelles, génie et santé), cette institution francophone connaît un accroissement important de sa population étudiante⁵³. En l'espace d'une quinzaine d'années, le budget d'enseignement de la seule Faculté des sciences passe de \$64 877 à \$160 844 et devient le plus important budget de l'Université⁵⁴. Cependant, l'ensemble des énergies et des sommes investies demeure toujours insuffisant et l'institution universitaire montréalaise francophone apparaît encore éloignée du modèle de l'«université moderne» qui unifie dans un même cadre institutionnel la formation de diplômés (ou professionnels) et la production de con-

⁵¹ En 1941, l'Université de Montréal reçoit une subvention pour le parachèvement de l'immeuble: versement de \$2 500 000 et subvention annuelle de \$370 000 durant dix ans. Quelques années plus tard (1945), le gouvernement du Québec consent une nouvelle subvention (\$452 000) et procède à la nomination d'un commissaire-enquêteur.

⁵² E. Montpetit, «Inauguration des nouveaux immeubles», in *Annuaire de l'Université de Montréal, 1943-44* (Montréal): 252-257.

⁵³ En sciences, en génie et en santé, l'Université de Montréal octroie entre 1926-35, les nombres suivants de diplômes de premier cycle: 237, 219 et 759. Durant la décennie suivante, le nombre de diplômés dans chacun des secteurs s'accroît: 363 en sciences, 497 en génie et 1 002 en santé (L. Maheu, *Enseignement supérieur et structure sociale: les fonctions sociales de l'Université québécoise* (Paris, E.P.H.E., thèse de 3e cycle, 1974), 461 sq.).

⁵⁴ *Rapport Conroe, op. cit.*, Annexe I. En 1944-45, le budget d'enseignement des autres facultés est: médecine (\$136 349), chirurgie dentaire (\$71 986), philosophie (\$37 399), pharmacie (\$21 820), sciences sociales (\$21 951), droit (\$18 174) et lettres (\$18 092) et Arts (\$8 872). Quinze ans auparavant, le budget d'enseignement était pour l'École des sciences sociales d'environ \$7 000.

naissances scientifiques, et qui impose une nouvelle légitimité associée étroitement à la rationalité scientifique⁵⁵.

Les difficultés que rencontre dans l'entre-deux-guerres l'Université de Montréal trouvent largement leur explication dans la situation de crise que traverse le Québec et qui affaiblit, au point de la marginaliser, la «moyenne» bourgeoisie francophone. Le seul recours pour assurer la survie de l'institution sur laquelle l'on fonde alors beaucoup d'espoirs — «la destinée du peuple canadien qui s'est jouée dans l'enceinte parlementaire au dix-neuvième siècle, se jouerait maintenant à l'université»⁵⁶ — est l'État: entre 1920-21 et 1948-50, les subventions gouvernementales que reçoit l'Université de Montréal seront de l'ordre de 8 millions et demi⁵⁷. Ce projet qui vise à modifier la légitimité de l'autorité politique et aussi son mode d'exercice, la mise sur pied d'une «université moderne», n'a de chance de se réaliser que si ses promoteurs s'assurent de larges et solides appuis politiques. À cet égard, l'on peut s'interroger sur l'impact de la défaite du parti libéral dirigé par Taschereau et sur l'arrivée au pouvoir en 1936 de Maurice Duplessis, leader de l'Union nationale. Sur la base d'une analyse des diverses mesures prises par ce gouvernement — création d'organismes gouvernementaux, appui à la mise sur pied de départements ou écoles scientifiques, subventions, etc. —, il ne semble pas, contrairement à l'idée communément admise, que ce changement politique ait entraîné une modification fondamentale des politiques du gouvernement en matière d'éducation supérieure et de recherches scientifiques: durant son premier mandat (1936-1939), le gouvernement Duplessis, qui jouit alors d'un appui dans divers milieux intellectuels et scientifiques, «encourage de diverses manières les entreprises de la communauté scientifique»⁵⁸. De plus, les liens entre le gouvernement et ces milieux, principalement ses éléments nationalistes, se consolident par la nomination, à divers postes dans la fonction publique ou dans de nouveaux organismes, de quelques intellectuels et scientifiques: nomination de Georges Maheu, ingénieur, entomologiste et président de l'ACFAS en 1935, au poste de directeur du nouveau Service de protection des plantes du Ministère de l'agriculture, nomination d'Esdras Minville, professeur à l'École des H.E.C., à la présidence de l'Office

⁵⁵ Magali Sarfatti Larson, *The Rise of Professionalism. A Sociological Analysis* (Berkeley, University of California Press, 1977).

⁵⁶ Jean Désy, «Hommage à Edouard Montpetit» in *Les sentiers de la culture* (Fides, Montréal, 1954), 5.

⁵⁷ Selon des informations réunies par Claude Touchette, *Évolution des objectifs et des programmes en éducation des adultes à l'Université de Montréal, 1870-1950*, thèse de doctorat (Université de Toronto, 1972), Annexe 5.

⁵⁸ Raymond Duchesne, *La science et le pouvoir au Québec, 1920-1965* (Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978), 30.

provincial des recherches scientifiques et industrielles, nomination de Victor Doré, président de la CECM et trésorier de l'ACFAS, au poste de surintendant de l'instruction publique de la province, nomination de Jean Bruchési, professeur à l'École des sciences sociales, économiques et politiques, au poste de sous-secrétaire de la province, etc.

Toutefois, le procès et le renversement du gouvernement Taschereau non seulement divisent les milieux politiques libéraux, comme le montre la création d'un groupe de libéraux progressistes dirigé par Paul Gouin, frère de Léon-Mercier Gouin, l'Action libérale nationale, mais ils démobilisent et démoralisent aussi les intellectuels qui se sont associés étroitement au mouvement. Il faut d'ailleurs préciser que ces intellectuels libéraux, tenants de la modernité, sont tout au cours des années 1930 coincés au plan idéologique et social. Souvent lecteurs d'une part de l'*Action française* que dirige l'abbé Lionel Groulx, et membres de la S.S.J.B., et, d'autre part, animateurs, avec les Jésuites, de l'École sociale populaire et des Semaines sociales, ils ont des attaches avec le nationalisme et le corporatisme, ces deux «dernières grandes cristallisations idéologiques en opposition systématique à la modernité»⁵⁹. Et ils doivent maintenir, dans les institutions d'enseignement, des liens étroits avec les milieux cléricaux et la hiérarchie ecclésiastique. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'idéologie libérale, la défense du progrès, de la modernité, ne puisse ni s'élaborer ni s'explicitier de façon autonome et cohérente⁶⁰.

Dans la mise sur pied d'une «université nouvelle» ou «moderne», ses promoteurs rencontrent non seulement des difficultés économiques, mais doivent aussi gérer des demandes fort diverses et souvent contradictoires⁶¹. Tout le paradoxe de cette entreprise est qu'elle réussit, jusqu'à un certain point, à répondre et à satisfaire ces diverses demandes, mais sans parvenir à réaliser

⁵⁹ A.-J. Bélanger, «Les idéologies et leur désert politique», in F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, *Idéologies au Canada français, 1930-1939* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1975), 36.

⁶⁰ Parlant de la pensée sociale d'un Edouard Montpetit, Peter Southam dira qu'elle reflète trois courants doctrinaux: elle est à la fois humaniste, néo-libérale et élitiste» («La pensée sociale d'Edouard Montpetit», in F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, op. cit.,) 340.

⁶¹ Un exemple est le conflit que soulève en 1926 le réajustement des honoraires de l'abbé Groulx, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal: les membres de la Commission d'administration, qu'Antonio Perrault qualifie en privé d'«héritiers de la vieille garde rouge de 1850», tentent d'imposer comme condition de «prêcher aux étudiants la loyauté à la Constitution du Canada et de ne rien dire ni écrire qui puisse blesser les légitimes susceptibilités de nos compatriotes anglo-canadiens». (Lionel Groulx, *Mes mémoires*, tome 3, op. cit.: 14). Un autre exemple concerne les nombreuses pressions dont l'Université de Montréal et son secrétaire général sont l'objet tout au cours

le projet initial d'une «université moderne». L'Église conserve le contrôle de l'institution universitaire; les Jésuites de l'École sociale populaire ne perdent pas leur «monopole» de la doctrine sociale de l'Église et voient dans l'École des sciences sociales un prolongement de leur action; les nationalistes obtiennent leur cours d'histoire de l'abbé Groulx, le rattachement de leur École de tourisme, et ils exercent, principalement par l'intermédiaire de l'École des H.E.C., une influence dans le milieu universitaire; les entreprises financières et commerciales, et aussi les entreprises culturelles (journaux) profitent d'une plus grande «réserve de main-d'œuvre spécialisée»; les membres des professions libérales, en particulier les médecins, acquièrent, avec l'organisation d'une Faculté des sciences, une formation qui leur permet de faire face à la concurrence de leurs collègues de langue anglaise; des diplômés en droit qui ont acquis un «complément de culture» à l'École des sciences sociales accèdent à des postes de haut prestige ou à des revenus élevés, etc.

Dans une certaine mesure, l'Université contribue ainsi à une «restauration de l'ordre social par l'école», mais elle ne parvient ni à développer des programmes d'activités de recherche scientifique, ni à établir des liens organiques entre elle, l'État et les grandes corporations industrielles, ni, par l'intermédiaire de son École des sciences sociales, à imposer une nouvelle conception de l'exercice du pouvoir politique qui aurait conduit à une modernisation de l'appareil bureaucratique d'État. Le Québec des années 1930 apparaît donc très éloigné d'une «première Révolution tranquille»⁶². Tout au plus l'Université assure-t-elle alors aux membres des classes supérieures francophones — clergé, membres des professions libérales, hommes politiques et hauts fonctionnaires — un renouvellement de leur capital culturel et, en leur permettant, comme l'indiquait Antonio Perrault, de «conserver le prestige dont les entoure notre société»⁶³, contribue-t-elle à la perpétuation de leur domination, intellectuelle et politique.

des années 1930 de la part de militants et d'associations nationalistes (Société Saint-Jean-Baptiste, Ligue des intérêts nationaux) qui demandent de limiter l'inscription d'étudiants juifs à l'Université de Montréal. Edouard Montpetit fournira lui-même quelques informations — en 1930, il y a quatre-vingts étudiants juifs, principalement en droit — et reconnaîtra que «l'Université s'en préoccupe. Par des moyens employés par McGill aussi, elle a réussi depuis six ans au moins, à restreindre considérablement le nombre possible de ces étudiants, en médecine surtout. D'autres solutions sont à l'étude.» (lettre d'E. Montpetit à A.-P. Gosselin, 14 janvier 1934).

⁶² Fernand Dumont, «Les années 30: la première Révolution tranquille», in F. Dumont, J. Hamelin et J.-P. Montminy, *Idéologies au Canada français, 1930-1939*, op. cit., 1-21.

⁶³ Antonio Perrault, «Les professions libérales», op. cit., 105.

Annexe 1
Publications (articles) d'Édouard Montpetit
selon le type de revue et la période*

	1906- 1920	1920- 1930	1930- 1940	1940- 1950	Total
— Revue nationaliste (<i>Le Semeur</i> , <i>L'Action française</i> , etc.)	14,5	17,0	—	10,5	13,0
— Revue catholique (<i>Semaine Sociale</i> , E.S.P., etc.)	—	12,7	5,2	10,5	6,9
— Revue intellectuelle et littéraire (<i>Revue canadienne</i> , <i>Le Nigog</i>)	12,5	2,0	10,5	—	6,9
— Revue universitaire (<i>Revue écon. can.</i> , R.T.C., <i>L'Actualité économique</i>)	50,0	44,6	57,8	73,6	49,2
— Revue scientifique de vulgarisation (<i>Science moderne</i> , <i>Technique</i> , etc.)	—	6,3	—	—	2,3
— Journaux	14,5	—	5,2	—	6,9
— Autres (<i>France-Canada</i> , etc.)	20,8	17,0	21,0	5,2	17,6
	100,0 (98)	100,0 (47)	100,0 (19)	100,0 (19)	100,0 (133)

*Source: R. Joubert, «Index chronologique des contributions aux périodiques canadiens», in *Édouard Montpetit* (Montréal, Éditions Élysée, 1975), 432-438.

Annexe 2
Diplômés de la Faculté des sciences sociales, économiques
et politiques de l'Université de Montréal,
1922-1944⁽¹⁾

	Section sociale, économique et politique				Journalisme			Doctorat			Total
	Diplômés	Bacheliers	Licenciés	Total	Diplômés	Licenciés	Total	Régulier	Honorif.	Total	
1922	7	—	—	7	6	—	6	—	—	—	13
1923	3	—	—	3	1	—	1	—	—	—	4
1924	5	—	—	5	2	—	2	—	—	—	7
1925	10	—	—	10	—	—	—	—	—	—	10
1926	7	—	—	7	3	—	3	1	1	2	12
1927	—	—	15	15	3	—	3	1	—	1	19
1928	—	—	11	11	2	—	2	1	—	1	14
1929	—	—	8	8	4	—	4	—	—	—	12
1930	—	3	7	10	5	—	5	1	1	2	17
1931	—	—	14	14	6	—	6	—	—	—	20
1932	—	10	18	28	7	—	7	2	1	3	38
1933	—	—	30	30	13	—	13	—	—	—	33
1934	—	8	28	36	11	—	11	—	—	—	47
1935	—	5	33	38	10	—	10	—	—	—	48
1936	—	—	31	31	13	—	13	—	—	—	44
1937	—	7	32	39	13	—	13	—	—	—	52
1938	—	—	32	32	16	—	16	—	—	—	48
1939	—	—	32	32	20	—	20	—	—	—	52
1940	—	—	42	42	11	—	11	12 ⁽²⁾	—	12	65
1941	—	—	42	42	6	3	9	1	—	1	52
1942	—	—	7	7	—	3	3	3	—	3	13
1943	—	—	27	27	—	8	8	—	2	2	37
1944	—	—	28	28	—	5	5	2	—	2	35

⁽¹⁾ Source: *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, 1944-1945* (Université de Montréal): 130-140.

⁽²⁾ Il s'agit des professeurs de la Faculté qui ont dix ans d'enseignement.

Annexe 3
Liste des principaux souscripteurs (\$ 5 000 et plus)
Campagne de souscription pour l'Université de Montréal
(1920)

1. Gouvernements provinciaux et municipalités	
Province de Québec	\$ 1 000 000.00
Province d'Ontario	20 000.00
2. Clergé, paroisses, communautés religieuses	
Mgr Paul Bruchési	30 000.00
Compagnie de Jésus	10 000.00
Congrégation Notre-Dame	5 000.00
Corporation épiscopale de Joliette	5 000.00
Mgr Georges Gauthier	25 000.00
Séminaire Saint-Sulpice	185 000.00
Soeurs de l'Hôtel-Dieu	5 000.00
3. Banques, commerces et entreprises industrielles	
Banque d'Épargne	15 000.00
Banque d'Hochelaga	50 000.00
Banque de Montréal	10 000.00
Banque provinciale du Canada	25 000.00
Canadian Pacific Rly. Co	50 000.00
Chaput L. Fils et Co	10 000.00
Cie de Papier Rolland	5 000.00
Daoust, Lalonde & Cie Ltée	25 000.00
Desjardins, Chas. & Cie Ltée	5 000.00
Dufresne & Locke	25 000.00
Dupuis & Frères	10 000.00
Frontenac Breweries Ltd.	5 000.00
Grothé, L.O. Ltd.	5 000.00
Gunn, Langlois & Co. Ltd.	5 000.00
Hodgson, Summer Co. Ltd.	5 000.00
Hudon, Hébert & Cie Ltée	25 000.00
Hudon & Orsali Ltée	7 500.00
Imperial Tobacco Co. Ltd.	10 000.00
Joubert, J.J. Ltée	5 000.00
Laporte & Martin	15 000.00
Martin, P.-P. et Cie Ltée	15 000.00
Ogilvie Flour Mills Ltd.	10 000.00
Perron, Taschereau, Rinfret & Genest	25 000.00
Racine, Alphonse Ltée	50 000.00
Regent Knitting Mills Ltd.	5 000.00
Rougier Frères Cie Inc.	5 000.00
St. Lawrence Sugar Refineries Inc.	10 000.00
Sun Life Assurance Co.	10 000.00
Tétrault Shoe Mfg. Co.	10 000.00
Tourville Lumber Mills Co	10 000.00
Vaillancourt, J.-A. Ltée	10 000.00
Valiquette, N.-G. Ltée	5 000.00
Versailles, Vidricaire et Boulais Ltée	15 000.00

4. Associations

Alliance nationale	5 000.00
Association pharmaceutique	5 000.00
Société St-Jean-Baptiste	5 000.00

5. Individus

Beaubien, C.P., sénateur	5 000.00
Beaubien, L.-G.	20 000.00
Béique, F.-L., sénateur	50 000.00
Bienvenu, Tancrède	10 000.00
Chaput, Charles	25 000.00
Dandurand, R., sénateur	5 000.00
Dansereau, J.-H.	5 000.00
Décarie, E.-R.	5 000.00
De Serres, G.	15 500.00
De Tonnancourt, G.-G.	5 000.00
Forget, Mme M.-R.	10 000.00
Geoffrion, Aimé	5 000.00
Gouin, sir Lomer, premier ministre	10 000.00
Gravel, J.O.	15 000.00
Labelle, Brigadier-général E.	10 000.00
Larocque, A.-A.	5 000.00
Leman, Beaudry	5 000.00
Lemay, E.H.	10 000.00
Lymburner, L.-M.	10 000.00
Ostiguy, N.-A.	5 000.00
Peloquin, J.-B.	5 000.00
Préfontaine, Toussaint	15 000.00
Quintal, Joseph	5 000.00
Raymond, Donat	25 000.00
Richard, J.A.	25 000.00
Shaughnessy, Lord	10 000.00
Tremblay, F.	10 000.00
Vallières, S.D.	12 000.00
Viau, C.-Théodore	5 000.00
Wilson, J.-Marcellin	100 000.00

Source: Université de Montréal, *Campagne de 1920, Liste des souscripteurs qui ont payé \$500 et plus.*